

Pour l'ouverture de gares SNCF entre Reims et Rethel

L'assemblée général de l'APOGERR, association pour l'ouverture de gares entre Reims et Rethel, s'est tenue dernièrement à Bazancourt.

Un point a été fait sur toutes les actions menées depuis un an : poursuite de la concertation avec des maires des vingt-quatre communes concernées qui n'avaient pu être joints (de mai à juin 2002).

En février, étude des flux scolaires et professionnels de l'axe Rethel-Reims commanditée auprès d'étudiants stagiaires spécialisés en études statistiques. La qualité de ce travail a évité d'effectuer une étude identique et coûteuse.

29 mars, sur invitation de M. Pinon, maire de Fismes, la commémoration du 20^e anniversaire de la réouverture de la ligne Fismes-Reims, et découverte du nouveau automateur X73500.

22 avril, réunion de création du site web de l'APOGERR, avec Lionel Leroy, maire de Saint-Rémy-le-Petit, qui en est le maître d'œuvre.

30 avril, signature de la convention entre la région, la SNCF et RFF (réseau ferré de France : voies et infrastructures).

Début mai : à Juniville, enquête effectués en 2002 auprès de 24 communes concernées sur la réouverture des gares entre Reims et Rethel. Cette enquête n'a pas donné des résultats escomptés n'étant pas accompagnée d'une lettre explicative.

17 mai, délibération de soutien du conseil municipal de Bazancourt.

18 juin, la municipalité de Boulton-sur-Suippe apporte son soutien et une subvention à l'association.

26 juin, réunion de concertation locales avec les représentants de la région et de la SNCF à Châlons-en-Champagne. Cette rencontre, très instructive, a confirmé la réalité des études lancées pour la réouverture de Poix-Terron, Bazancourt et Courlandon. Elle a été aussi l'occasion d'une présentation commentée de la convention SNCF-RFF, région et de la grille des horaires d'hiver.

9 juillet, courrier de M. Kerharo, maire de Bazancourt, avisant l'association de la lettre qu'il a reçue du conseil régional ; celle-ci est une reconnaissance du potentiel voyageurs, surtout scolaire, mais comporte quelques omissions quant au nombre de circulations TER



Les membres du bureau de l'association.

quotidiennes. 24 juillet 2002, le sénateur-maire Yves Détraigne, donne copie de la lettre adressée au président du conseil régional, M. Jean-Claude Etienne, dans laquelle il confirme la nécessité de rouvrir les gares entre Reims et Rethel en raison « du développement de l'offre pavillonnaire dans ce secteur » qui « accroît les migrations quotidiennes vers les établissements scolaires et les lieux de travail ».

Plus d'un million d'euros pour la gare de Bazancourt

Au calme des vacances succède la reprise des actions de l'APOGERR avec une réunion de concertation à Châlons-en-Champagne, à l'initiative de la commission économique et sociale régionale. De cette réunion il ressort que la réouverture de la gare de Bazancourt est sérieusement envisagée pour un coût de 1,07 million d'euros, soutenus par la majorité des maires des communes concernées, les conseillers généraux et du député Jean-Claude Thomas.

Cependant, selon le conseil régional, cette réouverture est liée à la refonte des horaires TER et à l'arrivée du TGV Est en 2007... au plus tôt ; pourtant 10 rames TER traversent Bazancourt quotidiennement dans les deux sens cumulés ; par un mot quant à la réouverture des autres gares.

Il faut dire que la vétusté du matériel roulant, la longueur des délais de livraisons, et le mon-

tant insuffisant du budget ne facilitent pas les choses.

Suite à ce constat, l'association a réaffirmé à la commission transport de la CESR sa position face aux propositions de la région et en diffusant un communiqué sur le site web de :

l'APOGERR (<http://person.wanadoo.fr/apogerr>).

Une réunion de concertation prévue le 20 novembre à Châlons-en-Champagne a été annulée « in extremis ».

« Nous voulons une gare à Bazancourt »

L'APOGERR a réaffirmé haut et fort la possibilité de rouvrir dans des délais plus brefs la gare de Bazancourt mais aussi celles du Châtelet-sur-Retourne et de Tagnon, ce qui constituerait déjà une avancée très importante du projet.

Pour ce faire, la mobilisation des partenaires concernés (population et décideurs), si besoin est, par une communications plus dense. Lors d'une réunion en octobre, l'un des représentants de la région a affirmé : « Nous sommes prêts à accompagner les décisions d'autorités locales, jugeant utile telle ou telle action » dont acte !

Une desserte périurbaine de Reims entraînerait « de facto » la réouverture de l'ensemble des gares, si l'on en croit la région ; mais elle est encore à l'état de projet.

Bilan financier : pour l'année 2003, le montant des cotisations reste inchangé à 8 €. Les comptes sont équilibrés.

Ils ont dit, Eric Kariger, conseiller général : « La force du train est une souplesse dans les horaires... Le rail est bien moins polluant et offre une desserte de qualité en terme de sécurité... Il faut prendre en compte le coût de la voiture dans les déplacements quotidiens, coût non négligeable sur une année... Il faut penser aux relations transverses par rabattement... La réouverture des gares entre Reims et Rethel est un véritable projet social... Nous appuyons ce projet ».

Yannick Kerharo, maire de Bazancourt : « Ce projet serait une aubaine pour tout le monde notamment pour les jeunes en difficulté, pour lesquels les problèmes de déplacements se posent de façon la plus aiguë... C'est également intéressant pour les personnes âgées qui souhaitent se rendre chez un spécialiste et en revenir dans la même demi-journée... Enfin nous pensons aux scolaires dont l'amplitude de la journée est très importante (de 6 h 30 à 19 h 30)... On ne fera pas l'économie d'un circuit transversal lors de la réouverture de la gare ».

M. Ruinart, maire de Pomacle et élu au conseil régional fait part de la crainte de certains de ses administrés qui redoutent la suppression de services de cars. Il les rassure : « Nous ne nous positionnons pas en terme d'opposition par rapport à la route mais en terme de complémentarité. Il va de soi que ce qui fonctionne bien et donne satisfaction continuera à fonctionner ». Il a fait part de son soutien auprès du conseil régional.